

Nombre de Conseillers

En exercice : 29

Présents : 24

Procurations : 4

Absent excusé : 1

Votants :

Pour :

Contre :

Abstention :

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Commune d'HÉRIC
Séance du 27 février 2023

L'an deux mil vingt-trois, le vingt-sept février, le Conseil Municipal de la Commune d'HÉRIC dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, en mairie, sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre JOUTARD, Maire

Date d'envoi de la convocation : 21 février 2023

PRÉSENTS : JP JOUTARD, I CHARTIER, D JULIENNE, C ROBERT, M PITAUD, C MICHEL, P DESCAMPS, JA BIDET, C IMPARATO, S LEMAÎTRE, P PINEL, JN RAGOT, K COSSET, A BOUJU, E ROINÉ, E COURTOIS, N BOISSIÈRE, P GUYOT, M HOLOWAN, D ALLAIS, F FERRÉ, W BOUDAUD, O PLOQUIN, E CHINCHOLE

PROCURATIONS : K BOMBRAY à M PITAUD, F PINEL à P GUYOT, P COUBARD à E COURTOIS, B LEFORT à J-P JOUTARD

ABSENT EXCUSÉ : L MÉNORET

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : P GUYOT

OBJET : 2023-01 – DÉBAT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2023

Denis JULIENNE, Adjoint délégué aux Finances, explique que dans le cadre de la préparation du vote du Budget Primitif 2023, le Conseil Municipal doit débattre et prendre acte du Rapport d'Orientations Budgétaires 2023 (ROB) ci-annexé, comprenant :

Partie 1 : le cadre de l'élaboration du budget 2023

Partie 2 : le débat d'orientations budgétaires 2023 :

- Section de fonctionnement
- Section d'investissement
- Évolution de la dette
- Capacité d'autofinancement

Le Rapport d'Orientations Budgétaires 2023 a été présenté et débattu en commission Finances, le 20 février 2023.

Vu la proposition de Monsieur le Maire, après en avoir délibéré ;

Vu l'article L.2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'avis favorable émis par la commission Finances le 20 février 2023,

Vu le rapport présenté :

1. ENGAGE le Débat relatif aux Orientations Budgétaires 2023 ;
2. PREND ACTE de la tenue du Débat d'Orientations Budgétaires 2023 ;
3. DONNE tout pouvoir à Monsieur le Maire pour l'exécution de la présente délibération.

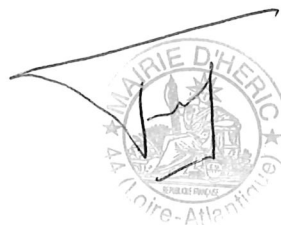
La Secrétaire de séance,
Paola GUYOT



POUR EXTRAIT CONFORME
À HÉRIC, le 27 février 2023
Le Maire,
Jean-Pierre JOUTARD

Le Maire :

informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date soit de sa transmission en Sous-Préfecture, soit de sa publication, soit de sa notification et que la juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application télécours citoyens accessible à partir du site www.telercours.fr



Accusé de réception préfecture

Objet de l'acte : 2023-01 DEBAT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2023

Date de transmission de l'acte : 07/03/2023

Date de réception de l'accusé de
réception : 07/03/2023

Numéro de l'acte : 20230307-01 ([voir l'acte associé](#))

Identifiant unique de l'acte : 044-214400731-20230227-20230307-01-DE

Date de décision : 27/02/2023

Acte transmis par : Jean-Christophe LYONNET

Nature de l'acte : Délibération

Matière de l'acte : 7. Finances locales
7.1. Decisions budgetaires
7.1.1. débat d'orientation budgétaire (DOB)

Acte à classer

20230307-01

1 En préparation 2 En attente retour
Préfecture 3 > AR reçu < 4 Classé

Identifiant FAST : ASCL_2_2023-03-07T15-21-15.00 (MI243597239)

Identifiant unique de l'acte : 044-214400731-20230227-20230307-01-DE (Voir l'accusé de réception associé)

Objet de l'acte : 2023-01 DEBAT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2023

Date de décision : 27/02/2023



Nature de l'acte : Délibération

Matière de l'acte : 7. Finances locales
7.1. Decisions budgetaires
7.1.1. débat d'orientation budgétaire (DOB)

Identifiant unique de l'acte antérieur
:

Acte : 2023-01 DEBAT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2023.PDF Multicanal : Non

Pièces jointes :

RAPPORT ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2023.PDF Type PJ : 21_DO - Document d'orientation et d'objectif

Classer

Annuler

Préparé

Date 07/03/23 à 15:21

Par LYONNET Jean-Christophe

Transmis

Date 07/03/23 à 15:21

Par LYONNET Jean-Christophe

Accusé de réception

Date 07/03/23 à 15:27



RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2023

CONSEIL MUNICIPAL DU 27 FÉVRIER 2023

SOMMAIRE

PRÉAMBULE.....	3
PARTIE 1 - LE CADRE DE L'ÉLABORATION DU BUDGET 2023 :	4
1- Le contexte général : situation économique et sociale	4
2- La Loi de Finances Initiale (LFI) 2023	5
2.1. Principales données financières 2023 :.....	5
2.2. Revalorisation forfaitaires des valeurs locatives :.....	5
2.3. Dotation Globale de Fonctionnement :.....	6
2.4. Filet de sécurité, bouclier tarifaire et amortisseur électricité.....	6
2.5. Création d'un « Fonds vert »	6
PARTIE 2 – DÉBAT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2023	7
1- Section de fonctionnement :	7
1.1. Évolution des dépenses de fonctionnement.....	7
1.2. Évolution des recettes de fonctionnement.....	8
1.2.1. Dotation Globale de Fonctionnement (DGF).....	8
1.2.2. Autres recettes de fonctionnement :.....	8
1.2.3. Fiscalité	8
2- Section d'investissement :	11
2.1. Dépenses d'investissement :.....	11
2.2. Recettes d'investissement.....	11
3- Évolution de la dette :	12
4- Capacité d'autofinancement	13

PRÉAMBULE

Le Débat d'Orientation Budgétaire est une étape obligatoire dans le cycle budgétaire des communes de plus de 3 500 habitants. Il doit être obligatoirement organisé dans les deux mois qui précèdent l'adoption du budget primitif.

Avant l'examen du budget, l'exécutif des communes de plus de 3500 habitants doit présenter à son assemblée délibérante un rapport sur:

- les orientations budgétaires : évolutions prévisionnelles de dépenses et recettes (fonctionnement et investissement), en précisant les hypothèses d'évolution retenues notamment en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarification, de subventions et les évolutions relatives aux relations financières entre une commune et l'EPCI dont elle est membre,
- les engagements pluriannuels envisagés : programmation des investissements avec une prévision des recettes et des dépenses,
- la structure et la gestion de la dette contractée, les perspectives pour le projet de budget, en précisant le profil de dette visé pour l'exercice.

Nouvelle obligation depuis la Loi de programmation des finances publiques 2018-2022 : faire figurer les objectifs d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement et du besoin de financement de la collectivité (Budget principal et budget annexe).

Il s'agit d'une étape obligatoire dans le cycle budgétaire des communes de plus de 3 500 habitants. Le Débat d'Orientations Budgétaires doit être obligatoirement organisé dans les deux mois qui précèdent l'adoption du budget primitif.

Ce débat ne revêt pas de caractère décisionnel, et n'est donc pas soumis au vote du Conseil Municipal.

PARTIE 1 - LE CADRE DE L'ÉLABORATION DU BUDGET 2023 :

1- Le contexte général : situation économique et sociale

MONDE : RALENTISSEMENT DE LA CROISSANCE SUR FOND D'INFLATION RECORD

Dans le monde entier, l'inflation, résultant en grande partie de l'envolée des cours des matières premières, notamment énergétiques, a atteint des sommets inédits depuis 40 ans. Cette situation a conduit les banques centrales à durcir fortement les conditions financières tout au long de l'année.

ZONE EURO : UNE ANNÉE MARQUÉE PAR LA CRISE ÉNERGÉTIQUE

Du fait de sa proximité géographique avec l'Ukraine et de sa dépendance aux hydrocarbures russes, l'Europe est la région la plus affectée par les répercussions économiques de la guerre en Ukraine. En zone Euro, l'inflation a atteint 10,6% en octobre avant de s'infléchir fin 2022 terminant à 9,2% en décembre suite à la baisse des prix de l'énergie.

ZONE EURO : ÉVOLUTION DES TAUX D'INTÉRÊT.

Après une longue période de taux courts particulièrement faibles, les taux d'intérêts en Zone Euro ont augmenté significativement courant 2022 sous l'impact de la hausse des prix de l'énergie. Cette hausse a poussé la Banque centrale européenne (BCE) à resserrer sa politique monétaire quatre fois l'an dernier. La BCE a ainsi porté son principal taux de refinancement (REFI) de 0,00 % à 2,50 %. En conséquence, l'Euribor 3 mois, principal index utilisé sur les emprunts à taux variable, est passé en territoire positif et se rapproche de 2,30 % début 2023. Les taux longs ont poursuivi leur remontée sous les effets cumulés de la croissance (PIB) depuis 2021 et de la reprise de l'inflation. Le taux de swap EUR à 10 ans s'établit ainsi désormais entre 2,50% et 3,00 %.

Le coût des nouveaux emprunts sera donc supérieur à celui des années antérieures. Selon La Banque Postale, les collectivités pourront, par prudence, calculer les échéances de leurs nouveaux emprunts entre 3 et 4 %.

FRANCE : UNE CROISSANCE JUSQU'ICI RÉSILIENTE

Comparé aux prévisions formulées fin 2021, l'activité économique française aura été en 2022 bien moins forte que prévu, en raison de la guerre en Ukraine et de la crise énergétique qui en a découlé.

Jusqu'ici, l'activité française s'est révélée relativement résiliente face à l'envolée de l'inflation et devrait, malgré le ralentissement attendu fin 2022, croître de 2,5% en moyenne en 2022.

FRANCE : PLUS FAIBLE POUSSÉE INFLATIONNISTE DE LA ZONE EURO

En moyenne, l'inflation française a été de 5,2% en 2022 après 1,6% en 2021. Mais grâce aux mesures de lutte contre l'inflation (boucliers tarifaires, remise carburants...) adoptées par le gouvernement français, la hausse moyenne de l'inflation française s'est révélée en 2022 la plus faible de la zone Euro et bien inférieure à celle de 8,9% enregistrée en moyenne en zone Euro.

FRANCE : LA CRISE ÉNERGÉTIQUE RALENTIT LE REDRESSEMENT DES FINANCES PUBLIQUES

Marqué, ces trois dernières années, par des interventions publiques massives en raison de la crise sanitaire puis de celle énergétique induite par la guerre en Ukraine, le déficit public, qui avait atteint le niveau inédit de 9% en 2020, devrait poursuivre son redressement. Il est attendu à 5% en 2022, après 6,5% en 2021. La dette publique au sens de Maastricht devrait s'élever à 111,6% du PIB contre 112,8% en 2021 selon la Loi de Finances pour 2023.

Pour 2023, le Gouvernement prévoit une stabilisation du déficit public à 5% du PIB et une dette publique également quasi-stable à 111,2% du PIB. Le ratio de dépenses publiques devrait poursuivre sa baisse en 2023 pour s'établir à 56,9%.

2- La Loi de Finances Initiale (LFI) 2023

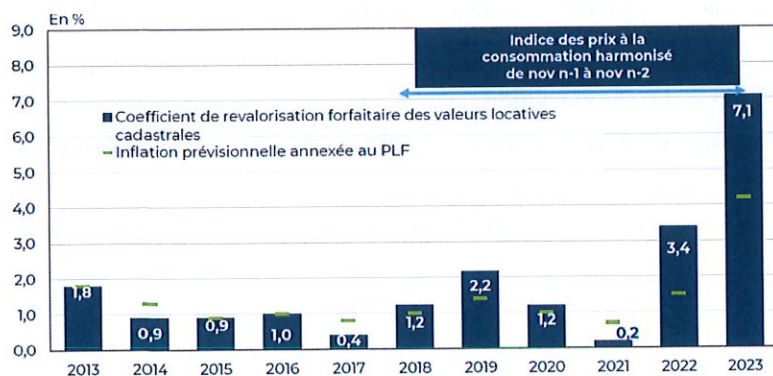
Sont présentées quelques mesures de la LFI relatives aux communes.

2.1. PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES 2023 :

Croissance France	1,0 %
Croissance zone Euro	1,5 %
Inflation	4,2 %

2.2. REVALORISATION FORFAITAIRES DES VALEURS LOCATIVES :

L'actualisation forfaitaire des bases d'imposition est, depuis la loi de finances pour 2017 (article 99), égale à l'inflation hors tabac constatée au cours des 12 derniers mois écoulés, soit **+ 7,1 %** pour 2023.



L'entrée en vigueur de la révision des valeurs locatives des locaux professionnels est reportée de 2023 à 2025.

La révision générale des valeurs locatives des locaux d'habitation est reportée de 2026 à 2028.

2.3. DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT :

Pour la première fois depuis treize ans, la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) progresse de 320 millions d'euros (à euros courants) pour s'établir à 27,1 milliards d'euros, dont :

- 18,6 milliards pour le bloc communal
- 8,5 milliards pour les départements

2.4. FILET DE SÉCURITÉ, BOUCLIER TARIFAIRE ET AMORTISSEUR ÉLECTRICITÉ

Face à l'inflation qui impacte fortement les budgets des collectivités, la loi met en place un **filet de sécurité** centré sur les dépenses énergétiques, un **bouclier tarifaire** et un **amortisseur** sur les tarifs de l'électricité :

Filet de sécurité : les communes bénéficiaires doivent remplir les conditions cumulatives suivantes : épargne brute 2023 en baisse de 15% par rapport à 2022 et le potentiel financier par habitant doit être inférieur au double du potentiel moyen par habitant des communes de même strate démographique.

Bouclier tarifaire : les Collectivités bénéficiaires sont celles qui comptent moins de dix agents salariés et qui ont des recettes de fonctionnement inférieures à 2 millions d'euros, pour leurs sites souscrivant une puissance inférieure ou égale à 36 kVA.

Amortisseur électricité : pour toutes les collectivités : prise en charge directement par l'État de 50% du surcoût au-delà de 180 € /MWh (plafond à 500 € / MWh) de la « part énergie » (prix de l'électricité hors acheminement et taxes).

2.5. CRÉATION D'UN « FONDS VERT »

Un « fonds vert » d'un montant de 2 milliards d'euros est créé pour soutenir les investissements de transition écologique des collectivités. Ce fonds bénéficie aux projets s'inscrivant dans l'un des 3 axes suivants :

Axe 1 - Le renforcement de la performance environnementale dans les territoires : rénovation énergétique des bâtiments publics, biodéchets, rénovation de l'éclairage public...

Axe 2 - L'adaptation des territoires au changement climatique : prévention des inondations, fonds de renaturation des villes...

Axe 3 - L'amélioration du cadre de vie : accompagnement du déploiement des zones à faibles émissions mobilité

PARTIE 2 – DÉBAT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2023

Le plan pluri-annuel de fonctionnement et d'investissement a été actualisé avec le concours du cabinet Ressources Consultants Finances, missionné par la CCEG pour réaliser une analyse financière rétrospective et prospective 2023-2029 homogène sur les 12 communes et la CCEG.

Le plan pluri-annuel de fonctionnement et d'investissement a été étendu jusqu'à l'année 2029.

1- Section de fonctionnement :

Voir annexe 1 - tableau de synthèse – situation financière

1.1. ÉVOLUTION DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chapitre 011 : charges à caractère général

- 2023 : augmentation de 5% et une augmentation de 70% sur les énergies (soit + 180 000 €)
- Enveloppe complémentaire de 40 000 € pour l'amélioration de l'entretien du patrimoine
- Report du coût des assurances dommages ouvrages (55 000 €)
- Progression de 3% en 2024 puis progression de 2% à partir de 2025

Chapitre 012 : charges de personnel

- 2023 : + 8% :
 - prise en compte en année pleine de l'augmentation du point d'indice (+ 3,5%) et du régime indemnitaire, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2022 en année pleine
 - postes à pourvoir
 - glissement vieillesse technicité
- Progression de 3% / an à partir de 2024

Autres charges de fonctionnement courant

Chapitre 65 - autres charges de gestion courante : + 2 % / an entre 2023 et 2029

Autres charges : stabilité

Évolution des charges de fonctionnement :

Héric	CA 2021	CA 2022 provisoire	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
011	1 173 995	1 289 980	1 505 000	1 550 150	1 581 153	1 612 776	1 645 032	1 677 933	1 711 492
012	2 606 640	2 802 885	3 044 000	3 135 320	3 229 380	3 326 261	3 426 049	3 528 830	3 634 695
65	664 745	667 950	681 310	694 936	708 835	723 012	737 473	752 223	767 267
autres charges	70 073	11 399	25 000	25 500	26 010	26 530	27 061	27 602	28 154
Total CRF hs int	4 515 453	4 752 214	5 255 310	5 405 906	5 545 378	5 688 579	5 835 615	5 986 588	6 141 608

1.2. ÉVOLUTION DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

1.2.1. Dotation Globale de Fonctionnement (DGF)

Les montants de la DGF, incluant la dotation forfaitaire, la dotation de solidarité rurale (DSR) et la dotation nationale de péréquation (DNP), devraient progresser régulièrement, parallèlement à l'augmentation de la population, jusqu'en 2027.

La commune d'Héric est actuellement éligible à la DSR bourg-centre car en 2013, sa population représentait plus de 15% de la population du canton de Nort-sur-Erdre lequel ne comportait pas de ville de plus de 10 000 habitants. Il est probable que la commune de Nort-sur-Erdre dépasse le seuil de 10 000 habitants en 2027 ou 2028, ce qui ferait perdre à la commune d'Héric, son éligibilité à la DSR bourg-centre.

Cette DSR bourg-centre s'élevait à 454 381 € en 2022.

La 1^{ère} année de la perte d'éligibilité (2028), la commune percevrait 50% de la dotation perçue en 2027 et plus rien en 2029.

Évolution de la DGF :

2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
1 820 425	1 862 295	1 923 751	1 977 616	2 019 146	2 033 280	1 781 153	1 549 603

1.2.2. Autres recettes de fonctionnement :

Droits de mutation :

2023 : même montant qu'au BP 2022, soit 235 000 €, ce qui correspond à une baisse de 30% par rapport au réalisé 2022 (prévisions des professionnels de l'immobilier). La moyenne annuelle 2019-2021 s'établit à 253 000 €.

Augmentation de 2% / an à partir de 2024

Attribution de Compensation et Dotation de Solidarité Communautaire : stabilité

Produits des services (chapitre 70) : augmentation de 2%/an entre 2023 et 2029

Produits de gestion courante (chapitre 75 : locations...) : augmentation de 2%/an entre 2023 et 2029

1.2.3. Fiscalité

Il est projeté une **évolution physique** des bases de taxe foncière sur les propriétés bâties de **2 % / an**, entre 2023 et 2029, correspondant à des constructions nouvelles.

En 2023, au regard de l'inflation constatée en 2022, la **revalorisation forfaitaire** des valeurs locatives sera de **7,1 %**.

En fonction des prévisions d'inflation, il est projeté une revalorisation forfaitaire des valeurs locatives de 3,5% en 2024, 3% en 2025, 2,1% en 2026 puis 1,8% à partir de 2027.

Sur ces hypothèses, à **taux d'imposition constant**, le produit des impositions directes évoluerait comme suit :

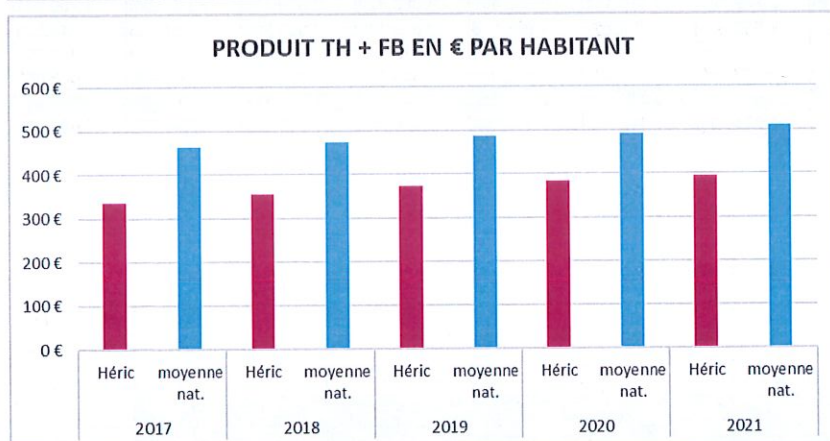
Année	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Produit fiscal	2 757 446	2 972 527	3 118 181	3 258 499	3 382 322	3 500 703	3 623 228	3 750 041
Variation		5,00%	7,80%	4,90%	4,50%	3,80%	3,50%	3,50%

Rappel des taux d'imposition 2022 :

Foncier bâti :	39,51%
Foncier non bâti :	48,04%
Taxe d'habitation (sur résidences secondaires) :	25,16 %

Comparaison avec les communes de même strate démographique :

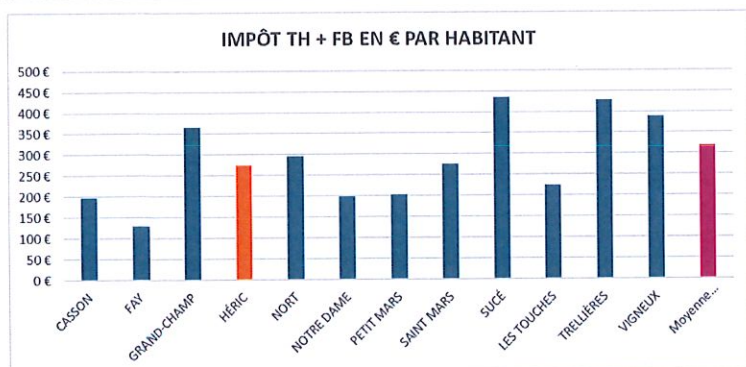
Éléments de Fiscalité (en € / habitant)	2017		2018		2019		2020		2021	
	Héric	moyenne nat.	Héric	moyenne nat.	Héric	moyenne nat.	Héric	moyenne nat.	Héric	moyenne nat.
Produit TH + FB	336	463	355	473	372	486	384	492	394	510
DELTA	127		118		113		108		116	



Comparaison avec les communes de la CCEG :

En € / habitant :

COMMUNE	CASSON	FAY	GRAND-CHAMP	HÉRIC	NORT	NOTRE DAME	PETIT MARS	SAINT MARS	SUCÉ	LES TOUCHES	TRELLIÈRES	VIGNEUX	Moyenne CCEG
HABITANTS	2 358	3 708	6 294	6 280	9 116	2 248	3 728	5 092	7 284	2 505	9 701	6 225	64 539
ÉLÉMENTS DE FISCALITÉ EN € / HABITANT													
Impôts TH + FB	198	129	366	275	296	198	203	276	435	225	427	389	319



Lors de ses réunions du 30 janvier et du 20 février 2023, les membres de la commission Finances ont proposé, compte-tenu du coefficient forfaitaire de revalorisation des bases de 7,1% en 2023, de ne pas augmenter en 2023 les taux d'imposition sur le foncier bâti et foncier non bâti.

Le plan pluri-annuel de fonctionnement présenté est basé sur une **stabilité des taux entre 2023 et 2029**.

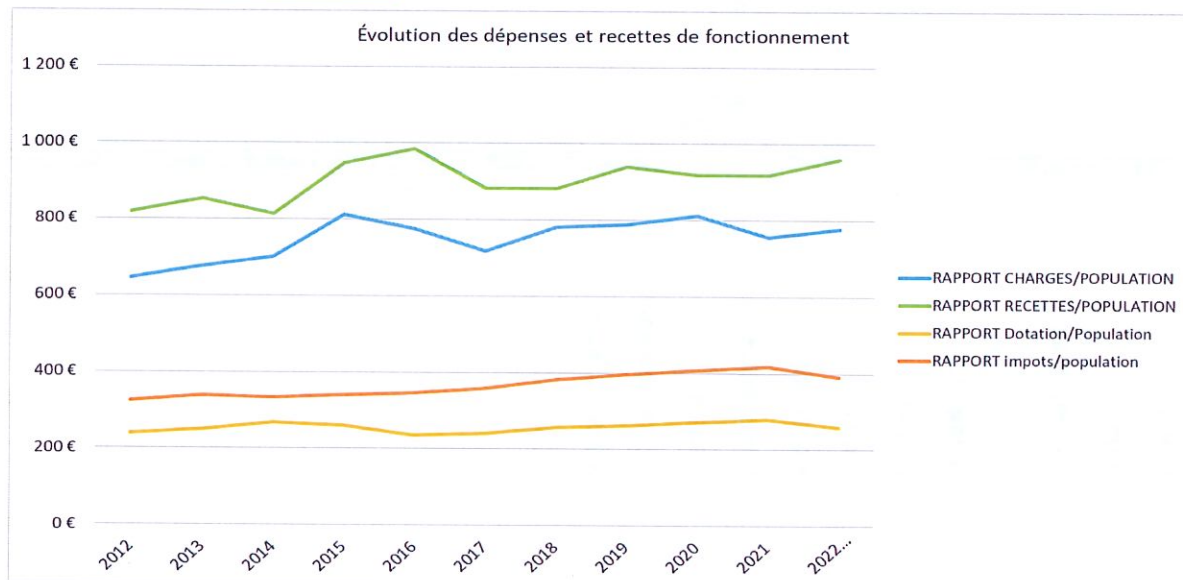
Évolution des produits de fonctionnement :

Héric	CA 2021	CA 2022 provisoire	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Impôts locaux	2 624 311	2 757 446	2 972 527	3 118 181	3 258 499	3 382 322	3 500 703	3 623 228	3 750 041
DGF	1 752 272	1 820 425	1 862 295	1 923 751	1 977 616	2 019 146	2 033 280	1 781 153	1 549 603
autres impositions	508 191	554 778	454 096	460 526	467 085	473 775	480 599	487 559	494 658
Autres produits	1 258 471	1 379 294	1 299 630	1 316 122	1 332 944	1 350 103	1 367 605	1 385 456	1 403 665
Total produits fctmt	6 143 244	6 511 943	6 588 548	6 818 580	7 036 144	7 225 346	7 382 187	7 277 396	7 197 967
EBF	1 627 791	1 759 729	1 333 238	1 412 674	1 490 766	1 536 767	1 546 572	1 290 808	1 056 359

Évolution des dépenses et des recettes par habitant :

ANNEE	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022 provisoire	TOTAL de 2012/2022
POPULATION	5248	5360	5506	5697	5739	5847	5956	6011	6131	6280	6400	21,95%
RAPPORT CHARGES/POPULATION	646 €	676 €	702 €	812 €	776 €	718 €	781 €	788 €	812 €	756 €	778 €	20,29%
RAPPORT RECETTES/POPULATION	819 €	853 €	814 €	947 €	986 €	882 €	882 €	939 €	919 €	919 €	960 €	17,16%
RAPPORT Dotation/Population	240 €	250 €	269 €	261 €	235 €	242 €	258 €	263 €	272 €	279 €	260 €	8,27%
RAPPORT impots/population	324 €	338 €	334 €	340 €	346 €	359 €	382 €	397 €	408 €	418 €	390 €	20,68%

Source : <https://www.impots.gouv.fr>



2- Section d'investissement :

2.1. DÉPENSES D'INVESTISSEMENT :

Le plan pluri-annuel d'investissement a été actualisé (décalage de certaines opérations dans le temps, actualisation des montants) et prolongé jusqu'en 2029.

Il s'établit comme suit :

Opération	Montant TTC	Années de réalisation
École Jean Monnet - rénovation maternelle	2 000 000 €	2023/2025
École Jean Monnet - abords	660 000 €	2023
Frenouelles - construction vestiaires foot - aménagements extérieurs - voie douce	2 500 000 €	2023/2024
Rénovation de l'espace de Bruyères	900 000 €	2028/2029
Aménagement secteur école Sainte-Marie	370 000 €	2023/2024
Rachat école Ste Marie	450 000 €	2025
Rénovation du bâtiment Plein Ciel	200 000 €	2025
Installation de caméras de vidéo-protection	200 000 €	2023
Chapelle Bon Secours	215 000 €	2023/2025
Aménagement du bourg	4 600 000 €	2023/2026
Réalisation de liaisons douces	1 600 000 €	2023/2026
Sécurisation des villages	120 000 €	2023

Investissements récurrents

Programme annuel de travaux de voirie, éclairage public et trottoirs	300 000 €/an	2023/2029
Travaux sur bâtiments communaux	100 000 €/an	2023/2029
Réserves foncières	100 000 €/an	2023/2029
Matériel et mobilier	100 000 €/an	2023/2029
Sécurisation des villages	50 000 €/an	2024/2029
Matériel informatique	30 000 €/an	2023/2029

Voir annexe 2 – plan pluriannuel d'investissement

Le total des investissements 2023 -2029 s'élève à 18 610 000 €.

2.2. RECETTES D'INVESTISSEMENT

Subventions estimées à 15% du total des dépenses pour la voirie et les bâtiments

Subventions estimées à 50% pour les liaisons douces

Vente de la Résidence des Frênes (appartements et maisons) : 1 790 500 € en 2023 €.

3- Évolution de la dette :

Évolution de la dette intégrant les emprunts 2021-2029 :

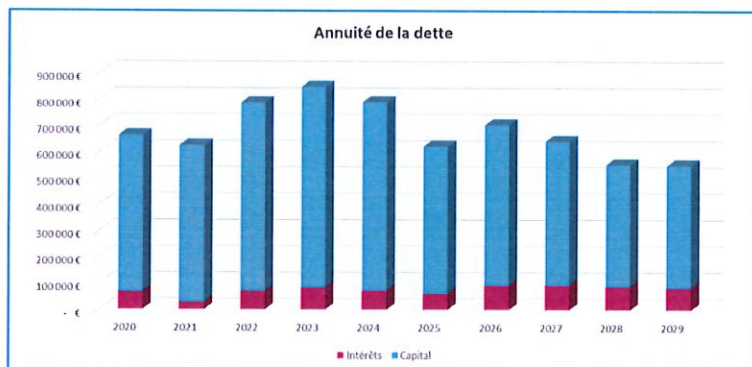
2021 : emprunt de 2 500 000 € sur 20 ans au taux fixe de 0,90%

2023 : intégration de l'emprunt du budget annexe des Frênes

2023/2029 : emprunts de 2 376 126 € sur 20 ans au taux de 3 %

Total emprunts 2021 – 2029 = 4 876 126 €

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	
situation au 31/12/2022	Intérêts	66 657 €	28 501 €	70 480 €	63 340 €	53 448 €	44 785 €	37 193 €	29 699 €	23 464 €	
	Capital	593 886 €	594 506 €	714 880 €	721 845 €	675 338 €	517 747 €	518 810 €	436 549 €	355 391 €	
	Annuité	660 543 €	623 007 €	785 360 €	785 185 €	728 786 €	562 532 €	556 003 €	466 248 €	378 855 €	
	Capital restant dû au 31/12/n	5 109 215 €	7 014 709 €	6 299 829 €	5 577 984 €	4 902 646 €	4 384 899 €	3 866 089 €	3 429 540 €	3 075 241 €	2 719 850 €
Emprunt des Frênes	Intérêts				20 078 €	18 240 €	16 298 €	14 408 €	12 519 €	10 660 €	8 739 €
	Capital				40 000 €	40 000 €	40 000 €	40 000 €	40 000 €	40 000 €	40 000 €
	Annuité				60 078 €	58 240 €	56 298 €	54 408 €	52 519 €	50 660 €	48 739 €
	Capital restant dû au 31/12/n			440 000 €	400 000 €	360 000 €	320 000 €	280 000 €	240 000 €	200 000 €	160 000 €
Emprunts nouveaux 2023/2029	Intérêts				- €	- €	- €	59 547 €	71 284 €	71 284 €	71 284 €
	Capital				- €	- €	- €	73 869 €	94 904 €	94 904 €	94 904 €
	Annuité				- €	- €	- €	133 416 €	166 188 €	166 188 €	166 188 €
	Capital restant dû au 31/12/n				- €	- €	1 984 889 €	2 302 257 €	2 207 353 €	2 112 449 €	2 017 545 €
TOTAL	Intérêts	66 657 €	28 501 €	70 480 €	83 418 €	71 688 €	61 083 €	111 148 €	113 502 €	108 063 €	103 487 €
	Capital	593 886 €	594 506 €	714 880 €	761 845 €	715 338 €	557 747 €	632 679 €	571 453 €	489 203 €	490 295 €
	Annuité	660 543 €	623 007 €	785 360 €	845 263 €	787 026 €	618 830 €	743 827 €	684 955 €	597 266 €	593 782 €
	Capital restant dû au 31/12/n	5 109 215 €	7 014 709 €	6 739 829 €	5 977 984 €	5 262 646 €	6 689 788 €	6 448 346 €	5 876 893 €	5 387 690 €	4 897 395 €



4- Capacité d'autofinancement

Héric	CA 2021	CA 2022 provisoire	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Total charges fctmt hs int	4 515 453	4 752 214	5 255 310	5 405 906	5 545 378	5 688 579	5 835 615	5 986 588	6 141 608
Total produits fctmt	6 143 244	6 511 943	6 588 548	6 818 580	7 036 144	7 225 346	7 382 187	7 277 396	7 197 967
EBF	1 627 791	1 759 729	1 333 238	1 412 674	1 490 766	1 536 767	1 546 572	1 290 808	1 056 359
Intérêts	58 367	70 342	83 418	71 688	61 083	111 148	113 501	108 063	103 487
CAF	1 569 424	1 689 387	1 249 820	1 340 986	1 429 683	1 425 619	1 433 071	1 182 745	952 872
Capital	594 506	714 880	761 845	715 338	557 747	632 679	571 454	489 204	490 296
CAF nette	974 918	974 507	487 974	625 648	871 936	792 940	861 617	693 542	462 577
Emprunt	2 500 000	0	0	0	1 984 889	391 237	0	0	0
Encours au 31/12/n	7 014 709	6 299 829	5 977 983	5 262 645	6 689 787	6 448 345	5 876 891	5 387 687	4 897 391
nb années désendettement	4,3	3,6	4,5	3,7	4,5	4,2	3,8	4,2	4,6

Comparaison avec les communes de la même strate démographique :

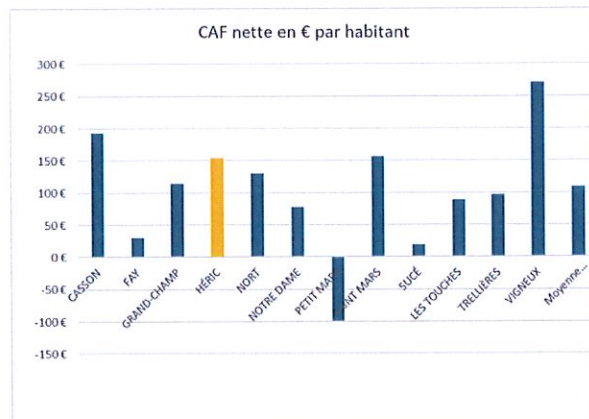
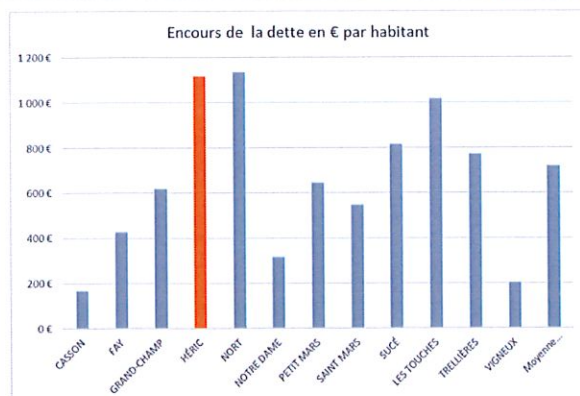
€/habitant	2018		2019		2020		2021	
	HÉRIC 2018	(*) 2018	HÉRIC 2019	(*) 2019	HÉRIC 2020	(*) 2020	HÉRIC 2021	(*) 2021
Total des Produits de fonctionnement =A	939	1171	1084	1182	919	1159	960	1196
Total des Charges de fonctionnement =B	781	1029	788	1037	812	1014	756	1043
Résultat comptable R = A-B	158	142	297	145	107	145	204	153
Excédent brut de fonctionnement	205	211	343	214	235	220	255	224
Encours de la dette au 31/12/N	430	844	949	828	834	802	1117	775
CAF Nette	138	108	282	115	60	117	155	128

Commune de 5 000 à 10 000 habitants appartenant à un groupement communes fiscalisé

Source : https://www.impots.gouv.fr/cil/zf1/accueil/flux.ex?_flowId=accueilcclloc-flow

Comparaison avec les autres communes de la CCEG (données 2021) :

COMMUNE	CASSON	FAY	GRAND-CHAMP	HÉRIC	NORT	NOTRE DAME	PETIT MARS	SAINT MARS	SUCÉ	LES TOUCHES	TRELLIÈRES	VIGNEUX	Moyenne CCEG
HABITANTS	2 358	3 708	6 294	6 280	9 116	2 248	3 728	5 092	7 284	2 505	9 701	6 225	64 539
CHIFFRES-CLÉS EN € / HABITANT													
A - TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	993	833	1 077	960	1 196	897	939	1 139	1 185	837	1 102	1 131	1 068
B - TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT	741	786	968	756	1 043	795	764	958	1 112	711	998	837	919
RÉSULTAT COMPTABLE A-B	252	47	109	204	153	102	175	181	73	126	104	294	149
C - TOTAL RESSOURCES D'INVESTISSEMENT	372	305	588	841	506	414	381	430	520	310	338	631	495
D - TOTAL DÉPENSES D'INVESTISSEMENT	461	517	651	776	543	524	470	634	463	628	375	533	542
BESOIN OU CAPACITÉ DE FINANCEMENT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	89	212	63	-65	37	110	89	204	-57	318	37	-98	48
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT BRUTE	254	83	176	250	200	106	212	210	141	138	205	332	200
Annuité de dette	68	59	73	104	95	33	332	73	138	88	97	67	
ENCOURS DE LA DETTE AU 31/12/N	167	425	618	1 117	1 135	315	645	546	817	1 015	772	201	718
CAF Nette	193	30	114	155	130	78	-99	157	19	89	97	271	109



Héric	CA 2021	CA 2022 provisoire	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
011	1 173 995	1 269 980	1 505 000	1 550 150	1 581 153	1 612 776	1 645 032	1 677 933	1 711 492
012	2 606 640	2 802 885	3 044 000	3 135 320	3 229 380	3 326 261	3 426 049	3 528 830	3 634 695
65	664 745	667 950	681 310	694 936	708 835	723 012	737 473	752 223	767 267
autres charges	70 073	11 399	25 000	25 500	26 010	26 530	27 061	27 602	28 154
Total charges fctmt hs int	4 515 453	4 752 214	5 255 310	5 405 906	5 545 378	5 688 579	5 835 615	5 986 588	6 141 608
Impôts locaux	2 624 311	2 757 446	2 972 527	3 118 181	3 258 499	3 382 322	3 500 703	3 623 228	3 750 041
DGF	1 752 272	1 820 425	1 862 295	1 923 751	1 977 616	2 019 146	2 033 280	1 781 153	1 549 603
autres impositions	508 191	554 778	454 096	460 526	467 085	473 775	480 599	487 559	494 658
Autres produits	1 258 471	1 379 294	1 299 630	1 316 122	1 332 944	1 350 103	1 367 605	1 385 456	1 403 665
Total produits fctmt	6 143 244	6 511 943	6 588 548	6 818 580	7 036 144	7 225 346	7 382 187	7 277 396	7 197 967
EBF	1 627 791	1 759 729	1 333 238	1 412 674	1 490 766	1 536 767	1 546 572	1 290 808	1 056 359
Intérêts	58 367	70 342	83 418	71 688	61 083	111 148	113 501	108 063	103 487
CAF	1 569 424	1 689 387	1 249 820	1 340 986	1 429 683	1 425 619	1 433 071	1 182 745	952 872
Capital	594 506	714 880	761 845	715 338	557 747	632 679	571 454	489 204	490 296
CAF nette	974 918	974 507	487 974	625 648	871 936	792 940	861 617	693 542	462 577
Dép. équip	4 261 859	2 755 640	2 680 000	5 180 000	5 130 000	2 680 000	680 000	1 180 000	1 080 000
Autres dép d'inv	15 444	33 065	0	0	0	0	0	0	0
Total DI	4 277 303	2 788 705	2 680 000	5 180 000	5 130 000	2 680 000	680 000	1 180 000	1 080 000
CAF nette	974 918	974 507	487 974	625 648	871 936	792 940	861 617	693 542	462 577
Subv° et cessions	1 091 141	1 073 296	2 073 626	917 500	842 500	542 500	67 500	142 500	127 500
FACTVA	327 859	834 329	673 342	782 717	423 223	833 323	751 303	423 223	95 143
Emprunt	2 500 000	0	0	0	1 984 889	391 237	0	0	0
Autres rec d'inv	272 553	231 497	120 000	120 000	120 000	120 000	120 000	120 000	120 000
Total RI	5 166 471	3 113 629	3 354 942	2 445 865	4 242 547	2 680 000	1 800 420	1 379 265	805 220
var° EGC	2 621 722	2 946 646	3 621 588	887 453	0	0	1 120 420	1 319 684	1 044 904
Encours au 31/12/n	7 014 709	6 299 829	5 977 983	5 262 645	6 689 787	6 448 345	5 876 891	5 387 687	4 897 391
nb années désendettement	4,3	3,6	4,5	3,7	4,5	4,2	3,8	4,2	4,6

MAJ 21/02/2023

PPI 2023-2029 = 18 610 000
Emprunts 2023 - 2029 = 2 376 126

Plan pluriannuel d'investissement (montants TTC)											
	CA 2020	CA 2021	BP 2022	Réalisé 2022 + RAR	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
MAJ 21/02/2023											
Mairie	1 161 157	1 614 732	402 068	327 740							
Subventions à recevoir	95 108	490 184	292 337	238 044	17 970						
école Jean Monnet - ext* élémentaire	1 383 265	1 894 251	643 748	355 803							
Subventions à recevoir	50 000	135 466	595 059	557 584							
Ecole Jean Monnet - abords			300 000	45 612	660 000						
Ecole Jean Monnet - rénovation maternelle			250 000	-	200 000	1 200 000	600 000				
Halle multifonction	1 444 585	77 882	6 800	3 916							
Subventions à recevoir	35 000	263 085	59 415	85 000							
Ecole Marie Curie	682 207	102 872	124 133	52 308	25 200						
Subventions à recevoir	-	176 920	42 961								
SCE TECHNIQUE	-	2 061	27 938	21 946							
Subventions à recevoir											
COMPLEXE SPORTIF (vestiaires foot, espaces extérieurs Frenouelles, voie douce Frenouelles)	18 071	10 765	706 500	191 314	500 000	1 000 000	1 000 000				
Subventions à recevoir			50 000		50 000	210 000	176 686				
CINEMA / THEATRE	241 564	-	-								
Subventions à recevoir			50 000	24 446	25 000					500 000	400 000
ADAP	42 842	967									
Subventions à recevoir	11 598										
ESPACE DES BRUYERES											
Subventions à recevoir											
SECTEUR ECOLE SAINTE MARIE					70 000	300 000					
Subventions à recevoir							200 000				
PLEIN CIEL											
Subventions à recevoir			200 000	19 923	200 000						
VIDEOPROTECTION											
Subventions à recevoir					15 000		200 000				
CHAPELLE BON SECOURS											
Fonds de concours CCEG	73 625	50 415	231 280	142 943	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000
Autres Batiment- Communaux			86 586	18 468	52 750						
Subventions à recevoir											
Travaux bâtiments - dépenses	5 017 316	3 753 945	2 942 467	1 185 951	1 770 000	2 600 000	2 100 000	100 000	100 000	600 000	500 000
Travaux bâtiments - recettes	191 706	1 065 655	1 126 358	899 096	145 920	210 000	176 686				

Plan pluriannuel d'investissement (montants TTC)											
	CA 2020	CA 2021	BP 2022	Réalisé 2022 + RAR	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Aménagement de la RD BLAIN											
Subventions à recevoir			10 000	10 000							
Aménagement centre bourg	4 186	5 864	415 000	415 000	100 000	1 500 000	1 500 000	1 500 000			
Subventions à recevoir				37 500	87 500						
Voirie + Eclairage public + trottoirs	103 456	175 861	584 500	359 840	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000
Subventions à recevoir		25 486	101 034	96 585	31 945						
LIAISONS DOUCES		20 242	335 000	140 355	160 000	500 000	500 000	500 000			
Subventions à recevoir			4 537	19 375							
SÉCURITÉ DES VILLAGES ET BOURG			140 721	93 110	120 000	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000
Subventions à recevoir											
RUE DE L'Océan 2e partie											
Subventions à recevoir											
Travaux VRD - dépenses	107 642	201 967	1 475 221	1 008 305	680 000	2 350 000	2 350 000	2 350 000	350 000	350 000	350 000
Travaux VRD - recettes		25 486	115 571	163 460	119 445						
Reprise foncières (suite portage foncier)			322 500	310 217			450 000				
Subventions à recevoir											
Constitution réserves foncières	150 096	157 118	100 000	21 221	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000
Revente (Charmilles / Frénes)	1 661 573				1 790 500						
Opérations foncières - dépenses	150 096	157 118	422 500	331 438	100 000	100 000	550 000	100 000	100 000	100 000	100 000
Opérations foncières - recettes	1 661 573				1 790 500						
Acquisition informatique et logiciels	26 166	17 001	34 500	25 189	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000
Subvention à percevoir			11 243	10 490							
Acquisition matériels, mobiliers et divers	87 688	131 828	319 312	204 757	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000
Subvention à percevoir	21 131			250	17 761						
Acquisitions diverses - dépenses	113 854	148 829	353 812	229 946	130 000	130 000	130 000	130 000	130 000	130 000	130 000
Acquisitions diverses - recettes	21 131		11 243	10 740	17 761						
Dépenses imprévues			243 352								
DEPENSES TOTALES	5 388 908	4 261 859	5 437 352	2 755 640	2 680 000	5 180 000	5 130 000	2 680 000	680 000	1 180 000	1 080 000
SUBVENTIONS TOTALES	1 874 410	1 091 141	1 263 172	1 073 296	2 073 626	210 000	176 686	-	-	-	-
FACTVA	247 986	327 859	845 000	834 329	673 342	782 717	423 223	833 323	751 303	423 223	95 143
Subventions à recevoir & cessions	1 874 410	1 091 141	1 255 497	1 073 296	2 073 626	917 500	842 500	542 500	67 500	142 500	127 500
Taxe d'aménagement	241 670	229 915	180 000	204 172	120 000	120 000	120 000	120 000	120 000	120 000	120 000
TOTAL RECETTES	2 364 066	1 648 915	2 280 497	2 111 797	2 866 968	1 820 217	1 385 723	1 495 823	938 803	685 723	342 643